

L'EAC prête à reprendre des négociations avec l'UE sur un accord commercial

@rib News, 01/12/2010 - Source Xinhua Les pays de la Communauté d'Afrique de l'Est (East african community, EAC) ont annoncé mardi soir qu'ils sont prêts à reprendre les négociations sur l'Accord de partenariat économique (EPA) avec la Commission européenne (CE) et à le conclure d'ici un an. Le Conseil sectoriel des ministres du Commerce, de l'Industrie, des Finances et des Investissements de l'EAC (SCTIFI) a également adopté un avant-projet conjoint de feuille de route EAC-CE-EPA pour les négociations.

Les ministres régionaux du commerce ont demandé au secrétariat de l'EAC d'organiser une réunion d'experts de l'EAC prévue pour janvier 2011, en vue de préparer un budget sur les négociations globales de l'EPA. "Il a été demandé au secrétariat de mettre au point des stratégies pour faire avancer le processus de négociations et fournir un budget de base pour les négociations sur l'EPA", a affirmé l'EAC dans un communiqué. Le SCTIFI, présidé par la ministre burundaise du Commerce, Ancilla Ntakaburimvo, a également demandé aux pays partenaires de former des équipes de négociation et de faciliter leurs activités. Par ailleurs, le secrétariat a également décidé d'utiliser 3,4 millions de dollars une enveloppe accordée par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA), pour faciliter les négociations globales sur l'EPA pour une période jusqu'au mois de juin 2012. Les négociations sur l'EPA avaient été suspendues en juin dernier, alors que la réunion ministérielle conjointe de l'EAC-EC-EPA n'était pas parvenue à un consensus sur certaines affaires demeurées en suspens, nécessaire pour ouvrir la voie de la signature du cadre de l'EPA. Suite à l'impasse en juin, les participants à la réunion du conseil sectoriel qui s'est tenue le 24 juin ont demandé au secrétariat d'affecter de façon urgente des fonds pour les négociations EAC-CE-EPA et d'assurer qu'il élabore une feuille de route pour les négociations globales qui sera également soumise à la CE.